

*Mission Permanente
du Royaume du Maroc
Genève*



البعثة الدائمة
للمملكة المغربية
جنيف

AM / oh

326

OHCHR REGISTRY

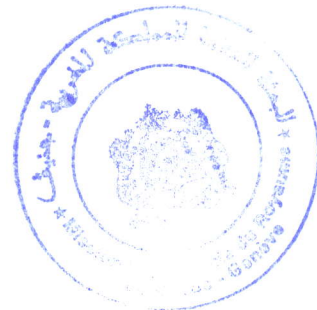
11 FEB 2009

Recipients : *SPB*

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisations Internationales en Suisse présente ses compliments au Haut Commissariat aux droits de l'Homme et, en se référant à la correspondance du Secrétariat en date du 3 octobre 2008, a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, les éléments de réponse des autorités marocaines concernant les informations afférentes aux programmes de transferts financiers en vue de la préparation d'un rapport sur la question des droits de l'Homme et de l'extrême pauvreté.

La Mission Permanente du Royaume du Maroc saisit cette occasion pour renouveler au Haut Commissariat aux droits de l'Homme l'assurance de sa haute considération. *[Signature]*

Genève, le 10 février 2009



**Haut Commissariat aux Droits de l'Homme
Experte indépendante sur la question des droits de l'Homme
et l'extrême pauvreté
Palais Wilson
Rue des Pâquis 52
1211 GENEVE**

Fax : 022 917 90 06

NOTE

A/S DES PROGRAMMES DE TRANSFERTS FINANCIERS MIS EN ŒUVRE AU MAROC

Dans le cadre de la préparation du rapport de l'experte indépendante sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté, Mme Magdalena Sepulveda, relatif aux programmes de transferts financiers et qui sera présenté au Conseil des droits de l'homme de l'ONU en juin 2009 (conformément à la résolution 8/11), un questionnaire émanant du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme ayant pour objectif de recueillir des informations sur les programmes précités mis en œuvre au Maroc, a été transmis par le ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.

Ledit rapport a pour but d'évaluer l'impact des programmes de transferts financiers sur les personnes vivant dans l'extrême pauvreté ainsi que le degré de conformité de ces programmes aux standards internationaux des droits de l'Homme et d formuler des recommandations concrètes sur lesdits programmes de la perspective des droits de l'Homme.

Le questionnaire se compose des cinq parties suivantes : (i) cadre juridique et institutionnel, (ii) coût et couverture du programme, (iii) procédé de mise en œuvre, (iv) mécanisme de contrôle et procédure de plainte et (v) études et évaluations des programmes.

La présente note se propose de présenter les éléments de réponse au questionnaire susvisé relatifs aux différents programmes de transferts financiers mis en œuvre au Maroc entre 2003 et 2008.

I. PROGRAMME « TAYSSIR » DES TRANSFERTS MONÉTAIRES CONDITIONNELS**1. Cadre juridique et institutionnel**

Le programme « Tayssir », lancé en octobre 2008, est un programme pilote de transferts monétaires conditionnels destiné à lutter contre la déperdition scolaire. Ce programme consiste à apporter une contribution financière à des familles pauvres dans le but d'agir sur l'abandon scolaire en neutralisant certains facteurs affectant la demande pour l'éducation.

Ledit programme est géré par l'association marocaine pour l'appui à la scolarisation (AMAS) dans un cadre conventionnel régi par la Circulaire de monsieur le Premier Ministre n° 7/2003 du 27 Juin 2003 régissant le partenariat entre l'Etat et les Associations. Dans le cadre de cette convention, l'AMAS va fournir, en partenariat avec le Conseil Supérieur de l'Enseignement et le Ministère de l'Education Nationale, une aide financière qui sera directement versée aux familles concernées.

Plusieurs institutions gouvernementales interviennent dans la gestion dudit programme, à savoir :

- Le conseil supérieur de l'enseignement (CSE) chargé de la configuration du programme et des orientations générales ;
- Le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique (MEN) chargé de la gestion et de l'administration du programme ;
- La banque mondiale (BM) chargée de l'assistance technique ainsi que de l'élaboration et de la conduite des enquêtes ;
- Le MIT. Poverty Action Laboratory (J.PAL) chargé de l'évaluation et du protocole technique ;
- L'Initiative Nationale du Développement Humain (INDH) chargée de l'assistance opérationnelle et de la mobilisation des autorités locales ;
- La Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN) chargée de l'équipement des bénéficiaires en carte d'identité nationale ; et
- Barid Al Maghrib (Poste Maroc) chargée de l'exécution des transferts monétaires aux bénéficiaires.

Trois niveaux d'administration sont prévus pour la mise en œuvre dudit programme :

- Niveau central :
 - ✓ L'unité de gestion du programme « Tayssir » (UGP) : gestion, suivi, encadrement, contrôle des actions programmées ;
 - ✓ L'équipe centrale du projet : en plus de l'UGP, des représentants d'autres directions centrales du MEN et qui sont directement impliquées dans le programme.
- Niveau provincial :
 - ✓ L'unité de gestion provinciale du programme Tayssir composée du coordinateur et de l'équipe provinciale et chargée du suivi, de la coordination, de l'encadrement et du contrôle au niveau de la province.
- Niveau local :
 - ✓ L'équipe pédagogique locale comportant le directeur, les enseignants et l'inspecteur pédagogique et chargée de la sensibilisation, de l'information, de la communication, du suivi, du contrôle et de la collecte de l'information relative à l'assiduité des élèves au niveau des écoles ciblées par le programme.

A noter également, la forte implication et la participation de différents acteurs de la société civile qui ont contribué au lancement de cette importante initiative, notamment les acteurs locaux de développement intervenant dans l'Initiative Nationale de Développement Humain et les associations des parents et tuteurs des élèves, au regard de leur rôle important dans la sensibilisation, l'information, et la communication autour du programme.

Il est à signaler que des enquêtes ménages ont été réalisées avant le lancement effectif dudit programme dont l'objectif consiste à identifier le niveau de départ des différents indicateurs de suivi et d'évaluation retenus dans le programme. La même opération de collecte et d'analyse sera réalisée en fin du programme pour pouvoir apprécier l'impact des transferts monétaires sur les différents aspects d'évaluation. Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation ont été menées lors de la phase de démarrage du programme pour apporter plus d'information et d'explication aux demandes et attentes de la population cible.

2. Coût et couverture du programme

Concernant la phase pilote du programme « Tayssir », 140 communes rurales ont été retenues, identifiées à l'intérieur de 17 provinces à prédominance rurale relevant des 5 régions suivantes : Souss-Massa-Draa, Marrakech-Tensift-El Haouz, Meknès-Tafilalet, Tadla-Azilal et la région de l'Orientale.

Les critères de ciblage appliqués pour la sélection des zones géographiques ciblées sont :

- la couverture des zones géographiques par l'INDH ;
- un taux de pauvreté communal dépassant 30% ;
- un taux moyen observé d'abandon scolaire au niveau de la commune dépassant 8% ;
- les régions accumulant un grand nombre de communes remplissant les critères précités.

Le réseau scolaire ciblé couvre 266 secteurs scolaires dans le milieu rural, soit 1.255 unités scolaires (écoles mères et écoles satellites).

Le budget annuel du programme est de 54 millions de DH pour l'année 2008, soit 4 MDH de plus que prévu par la convention susmentionnée, et 450 MDH au titre de l'année 2009 financé par le département chargé de l'Education Nationale.

Le programme cible un échantillon de 80.000 élèves inscrits au primaire issus de 40.000 ménages du milieu rural choisis selon les critères de sélection suivants :

- Pour les élèves :
 - ✓ Agés de 6 à 15 ans ;
 - ✓ Inscrits dans les écoles primaires ciblées par le programme ;
 - ✓ Tous les élèves des unités scolaires ciblées sont bénéficiaires du programme.
- Pour les ménages :
 - ✓ Résidents dans les douars situés dans l'aire de desserte des écoles ciblées par le programme ;
 - ✓ Les parents âgés de plus de 16 ans.

Le montant de la bourse est calculé sur la base de l'enveloppe budgétaire allouée au programme et sur la base de l'effectif estimé des bénéficiaires (élèves) durant la phase pilote. La somme transférée à chaque bénéficiaire est calculée sur la base du nombre d'enfants inscrits à l'école ciblée et de leur niveau scolaire.

Les transferts seront effectués tous les deux mois, soit 5 fois par an et 10 fois durant les deux ans de la phase pilote, selon la répartition suivante :

- 60 dirhams par enfant et par mois pour les niveaux scolaires 1^{ère} et 2^{ème} années du primaire ;
- 80 dirhams par enfant et par mois pour les niveaux scolaires 3^{ème} et 4^{ème} années du primaire ;
- 100 dirhams par enfant et par mois pour les niveaux scolaires 5^{ème} et 6^{ème} années du primaire.

L'interruption des transferts intervient dans les cas énumérés ci-dessous :

- ✦ un nombre d'absence par élève et par mois supérieur à 4 absences (cette condition est valable à raison de chaque mois) ;
- ✦ changement du lieu de résidence du ménage (à l'extérieur de l'aire de desserte des écoles ciblées par le programme) ;
- ✦ abandon de l'élève (avec possibilité de réintégrer le programme après le retour de l'enfant à l'école).

3. Procédé de mise en œuvre

Les transferts seront effectués par Barid Al Maghrib selon deux procédés envisageables suivant le critère de proximité :

- Au cas où l'école est loin de l'agence postale la plus proche de moins d'une heure de trajet, le ménage doit se déplacer à l'agence pour récupérer sa bourse ;
- Au cas où l'école est loin de l'agence postale la plus proche de plus d'une heure de trajet, l'agent de la poste se déplace à l'école mère pour payer les bénéficiaires.

Le ménage désireux d'obtenir l'aide du programme doit signer un formulaire d'inscription dûment rempli par le directeur et joindre au formulaire des copies de sa carte d'identité nationale, de son livret de famille et éventuellement d'un certificat de résidence dans le cas de la non correspondance entre l'adresse mentionnée dans la CIN et le lieu de résidence effectif. Une fois que le ménage ait rempli ces conditions, une carte Tayssir lui est attribuée et lui servira pour recevoir sa bourse auprès de l'agence postale.

Diverses méthodes de contrôle d'assiduité des élèves sont prévues par le programme :

- Un premier groupe d'écoles où le contrôle d'absence est assuré par l'enseignant (tenue au quotidien du registre d'absence) ;
- Un second groupe d'écoles où le contrôle d'absence est assuré par l'enseignant avec des visites inopinées de l'inspecteur pédagogique (contrôle de la tenue du registre d'absence au jour de la visite avec la possibilité de vérification pour les jours passés par le biais d'un historique) ;
- Un troisième groupe d'écoles où le contrôle d'absence se fait automatiquement par les machines biométriques (l'élève doit pointer sa présence chaque jour).

Durant la période ouverte à l'inscription des ménages dans le programme, un deadline a été fixé conformément au planning établi pour les opérations et les cycles du projet. En cas d'augmentation de la demande, des mesures sont prévues au niveau des écoles visant à :

- revoir la structure pédagogique en vue d'alléger l'encombrement des classes ;
- affecter les nouveaux enseignants prioritairement dans les écoles ciblées par le programme ;
- satisfaire les besoins urgents et pressant en enseignants en coordination avec les services de la planification au niveau provincial.

Le dossier complet du programme comporte une présentation du programme « Tayssir », un kit d'inscription au programme et des dépliants et affiches relatifs au programme (pour la sensibilisation des ménages et la communication autour du programme).

4. Mécanismes de contrôle et procédures de plainte

- ❖ Les procédés de contrôle employés pour vérifier la mise en œuvre du programme :
 - le directeur de l'école doit collecter et vérifier les données sur l'absence des élèves au sein de son secteur scolaire et qui sont renseignées par les enseignants ;
 - l'inspecteur pédagogique contrôle la tenue des registres d'absence par les visites inopinées de l'enseignant ;
 - le coordonnateur provincial vérifie la concordance des données d'absence saisies par le directeur avec les données rapportées dans les formulaires d'absence ;
 - le délégué provincial du MEN, sur la base du rapport de l'inspecteur, pourrait tenir en garde l'enseignant pour qu'il assume sa responsabilité dans le programme ;
 - l'équipe centrale assure le suivi et le contrôle du déploiement opérationnel du programme par le biais de visites de terrain.

❖ Les mécanismes et procédures de plainte

Le programme prévoit un procédé d'information régulier du ménage du nombre d'absences de son enfant et ce par le biais du cahier de liaison rempli régulièrement par l'enseignant chaque quinzaine de jour et envoyé aux parents de l'élève pour information et signature. Il est également prévu d'informer le ménage, avant chaque transfert, du montant de la bourse, de la date et du lieu de transfert (agence de poste). A noter que le programme est en phase de démarrage et que les premiers transferts sont prévus fin décembre 2008.

Le ménage a la possibilité de réclamer sur le transfert effectué sur la base d'une fiche de réclamation et de la déposer auprès de la cellule de réception et de traitement des réclamations auprès de la délégation provinciale du MEN.

Les résultats du traitement seront intégrés systématiquement dans la base de données et seront pris en compte lors des transferts monétaires ultérieurs.

5. Etudes et évaluations des programmes

La banque mondiale prévoit de mobiliser près de 2 millions de dollars US destinés à la conduite d'enquêtes, à l'expertise externe et à la réalisation des évaluations d'impact. Dans ce cadre, les principaux coûts encourus par étape du programme se présentent comme suit :

- ✓ Enquêtes préliminaires : près de 430 000 \$ US ;
- ✓ Enquêtes en cours d'exécution du programme (récupération des données des machines): coûts estimés à 880 000 \$ US ;
- ✓ Evaluations d'impact : coûts estimés à 690 000 \$ US.

II. OPERATION DE DISTRIBUTION « UN MILLION DE CARTABLES SCOLAIRES »

1. Cadre juridique et institutionnel

Dans le cadre de la lutte contre la déperdition scolaire, et sur Haute Instruction Royale, l'Etat Marocain, représenté par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique et le Ministère de l'Economie et des Finances, ont initié, en partenariat avec l'Association Marocaine pour le soutien à la scolarisation, l'opération « 1.000.000 de cartables » pour l'année 2008/2009. Ladite opération, a fait l'objet d'une convention.

Un comité de pilotage composé des Ministres en charge des départements de l'Intérieur, des Finances et de l'Enseignement Scolaire a été mis en place avec, pour principales missions, la supervision globale de l'opération, le suivi et l'évaluation ainsi que l'approbation du budget de l'Association.

2. Coût et couverture du programme

Le coût global de l'opération précitée et qui pourrait être renouvelée au début de chaque année scolaire, s'est élevé à **235 Millions de dirhams**. Plusieurs partenaires relevant de la sphère publique ont contribué au financement de cette opération, dont notamment les Ministères concernés et les principales entreprises publiques.

Dans ce cadre, le Ministère de l'Economie et des Finances s'est engagé, à mobiliser les financements nécessaires à travers la coordination entre les différents partenaires au projet. Les partenaires impliqués ont versé leurs contributions à l'Association précitée.

Ladite opération est réalisée au profit des élèves de l'enseignement fondamental et ceux inscrits à la première année de l'enseignement secondaire dans les établissements scolaires situés dans les communes rurales et quartiers ciblés par l'INDH, soit plus d'1 million d'élèves.

	Enseignement primaire	1 ^{ère} année de l'enseignement collégial	Total
Rural (403 communes)	449.607	32.616	482.223
Urbain (264 quartiers)	471.264	63.811	535.075
Total	920.871	96.427	1.017.298

3. Procédé de mise en œuvre

L'acquisition des cartables est négociée au niveau central. Un comité de marchés a été institué auprès de l'association précitée pour assurer la réalisation de l'opération dans le respect des principes d'efficacité, de transparence et de mise en concurrence.

Sur la base des listes des bénéficiaires définies par le département chargé de l'Enseignement Scolaire, les Académies Régionales de l'Education et de la Formation prennent les dispositions nécessaires pour garantir la livraison des cartables en plus des manuels et fournitures scolaires aux élèves bénéficiaires au niveau des établissements scolaires concernés.

4. Mécanisme de contrôle

L'Association susmentionnée devra respecter les règles de bonne gouvernance dans la conduite des missions qui lui incombent en vertu de la convention. Un audit annuel est réalisé par l'Inspection Générale des Finances afin de s'assurer de la saine gestion de l'opération.

III. SYSTEME DE SOUTIEN DES PRIX A LA CONSOMMATION

1. Cadre juridique et institutionnel

La Caisse de compensation, instituée par le dahir du 28 moharrem 1360 (25 février 1941), constitue un établissement doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière qui est placé sous la tutelle du Premier ministre.

La Caisse est chargée de mettre en oeuvre la politique gouvernementale de stabilisation des prix. A cet effet, elle est le seul organisme habilité à connaître de toutes les opérations de stabilisation des prix, notamment à en assurer le financement et à effectuer ou à centraliser les prélèvements qui y sont afférents, et elle doit être associée aux études et décisions concernant les opérations relevant de son objet.

La Caisse de compensation est administrée par un conseil d'administration, présidé par le Premier ministre et comprenant les ministres chargés des finances, de l'intérieur, des travaux publics et des communications, du commerce, de l'industrie, des mines et de la marine marchande, du travail et des affaires sociales, de l'agriculture et de la réforme agraire, ainsi que l'autorité gouvernementale chargée du plan et du développement régional et l'autorité gouvernementale chargée des affaires économiques.

Le conseil d'administration règle par ses délibérations les questions générales intéressant la caisse et notamment :

- fixe les opérations qui doivent bénéficier de l'aide de la Caisse et celles qui doivent faire, à son profit, l'objet de prélèvements ;
- détermine le montant des subventions qui doivent être accordées et celui des prélèvements qui seront appliqués ;
- arrête le budget et les comptes et décide de l'affectation des résultats conformément aux directives gouvernementales.

2. Coût et couverture du programme

❖ Evolution de la charge de compensation

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la charge de compensation entre 2003 et 2008.

	En MDH					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
♦ Farine et blé	2.016	2.040	2.131	2.070	3.620	5.100
♦ Sucre	2.104	2.114	2.140	2.388	2.240	2.300
♦ Produits pétroliers	907	3.596	7.463	7.700	10.350	* 22.450
♦ Provinces Sahariennes (sucre et huile)	54	50	50	50	80	100
TOTAL	5.081	7.800	11.784	12.208	16.290	** 29.950

* Sur la base des données de la structure des prix des produits pétroliers pour la 2^{ème} quinzaine de novembre 2008.

** Cette charge n'intègre pas les arriérés de l'année 2007 évalués à 7.500 MDH.

❖ Accès par quintile des populations aux subventions de l'Etat

Le mécanisme de compensation est basé sur un système de soutien des prix à la consommation qui généralise le bénéfice de l'effort de l'Etat en matière de subvention des prix à l'ensemble des ménages du royaume.

Les estimations des subventions allouées par produit et par quintile ci-après ont été effectuées sur la base des données de l'enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages de l'année 2000. La démarche empruntée consiste à dégager des structures de la consommation des différents produits subventionnés à partir des valeurs absolues des dépenses qui y sont liées telles qu'elles ont été révélées par l'enquête pour chacun des cinq quintiles dans lesquels la population a été répartie.

Les pourcentages de consommation ainsi obtenus ont été appliqués à la quantité globale du produit mise à la consommation pendant l'année 2007 pour permettre l'actualisation de la dépense sans grands risques d'erreurs dans la mesure où les calculs ne sont pas basés sur la valeur absolue de la consommation de chaque quintile, mais sur la structure de celle-ci, laquelle ne doit pas avoir beaucoup évolué entre 2001 et 2006.

En millions de dirhams et en %						
Quintiles	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Total
♦ FNBT	555 22%	620 24%	567 22%	468 19%	330 13%	2.540 100%
♦ Sucre	336 15%	381 17%	425 19%	493 22%	605 27%	2.240 100%
♦ Gaz butane	501 10%	799 15%	997 19%	1.232 24%	1.686 32%	5.215 100%
♦ Diesel et Essence	46 1%	170 3%	298 6%	775 15%	3.846 75%	5.135 100%
Total des Produits	1.438 9%	1.970 13%	2.287 15%	2.968 20%	6.467 43%	15.130 100%

Q1: DAMP < 3.542; Q2: 3.542 < DAMP < 5.032; Q3: 5.032 < DAMP < 7.046 (DAMP : Dépense annuelle moyenne par personne)

Les ménages les plus pauvres (premier quintile) ne profitent qu'à hauteur de 9% de l'effort de l'Etat en matière de compensation. Par type de produit, ce taux se situe à 19% pour les produits alimentaires et à 5 % pour les produits pétroliers. Cette subvention est estimée par mois et par ménage à 200 DH.

Concernant les quintiles 2,3 et 4 constituant la classe moyenne, leur part de l'effort de l'Etat varie entre 13% et 20%, soit une subvention par mois et par ménage qui se situe entre 300 DH et 500 DH.

Quant au quintile des ménages les plus aisés bénéficie à hauteur de 43% de la subvention totale. Par type de produit, ce taux se situe à 20 % pour les produits alimentaires et à 45 % pour les produits pétroliers. Cette subvention est estimée par mois et par ménage à plus de 1.200 DH.

Les subventions allouées par ménages (5 personnes) et par mois, selon les classes de la dépense annuelle se présentent comme suit :

Produits	En dh/mois				
	Quintile				
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
♦ FNBT	65	73	67	54	38
♦ Sucre	15	18	20	22	27
♦ Farine de luxe	40	48	49	48	45
♦ Gaz butane	65	105	130	160	220
♦ Produits pétroliers liquides	11	34	68	169	844
♦ Fuel (électricité)	3,2	13	30	50	84
Total	199,2	291	364	503	1.258

3. Procédé de mise en œuvre

Le mécanisme de compensation se présente comme suit pour les différents produits :

Produits	Mécanisme de compensation
Sucre	<ul style="list-style-type: none"> - subvention forfaitaire de 2.000 DH/T instituée depuis 1996 ; - soutien additionnel octroyé à l'importation de sucre brut égale au différentiel entre le prix du sucre brut importé et le prix cible de ce produit fixé à 4.700 DH/T.
Farine nationale de blé tendre	<ul style="list-style-type: none"> - compensation depuis 1988 d'un contingent annuel de l'ordre de 10 millions de quintaux pour un montant moyen annuel de l'ordre de 2 milliards de dirhams ; - soutien à la commercialisation (prime de magasinage estimée à 300 millions de DH par an); - prise en charge par l'Etat du coût de transport du blé tendre et de la farine (200 millions de DH par an).
Blé tendre destiné à la fabrication des farines libres	<ul style="list-style-type: none"> - soutien suite à la flambée des prix du blé tendre enregistrée sur le marché international visant la prise en charge de la différence entre son prix de revient et le prix de livraison aux minoteries fixé à 260 DH/QL estimée à près de 1.800 millions de DH en 2008.
Tournesol	<ul style="list-style-type: none"> - libéralisation de la filière oléagineuse en novembre 2000 ; - subvention forfaitaire allouée aux producteurs locaux de graines de tournesol au taux moyen de 1.880 DH/T, soit une charge annuelle moyenne de l'ordre de 54 MDH.
Produits pétroliers	<ul style="list-style-type: none"> - libéralisation du secteur en 1995 : indexation des prix de reprise sur les cotations du marché de Rotterdam et répercussion sur le consommateur des variations des prix qui en découlent ; - abandon du système d'indexation en septembre 2000 et prise en charge par l'Etat de la différence entre les cours enregistrés sur marché international et les prix de vente intérieurs.
Gaz butane	<ul style="list-style-type: none"> - l'Etat prend en charge la différence entre le prix de revient à la distribution et le prix de vente fixé à 3333,33 DH/T.

4. Etudes et évaluations du programme

Au vu de l'augmentation des prix du pétrole et du renforcement de la demande, le gouvernement marocain envisage d'apporter au système de la compensation des réformes globales et structurelles dans le cadre d'une approche participative mettant à contribution l'ensemble des opérateurs économiques et sociaux concernés.

Il s'agit de passer d'un système de soutien des prix à la consommation qui généralise le bénéfice de l'effort de l'Etat en matière de subvention des prix à l'ensemble des ménages vers un système de ciblage des couches défavorisées. Des aides directes peuvent être envisagées conditionnées par le respect des termes de protocoles en ce qui concerne la santé et l'éducation.

IV. REGIME D'ASSISTANCE MEDICALE (RAMED)

1. Cadre juridique et institutionnel

Le RAMED constitue la deuxième composante du système de couverture médicale de base, institué par la loi 65-00 du 3 octobre 2002, visant à garantir progressivement, et de manière équitable, l'accès aux soins à l'ensemble de la population.

Les administrations chargées de la mise en œuvre du RAMED sont les ministères chargés de la Santé, de l'Intérieur, des Finances, de l'Agriculture, ainsi que l'Entraide Nationale et l'Agence Nationale de l'Assurance Maladie.

Le ministère de l'Intérieur joue un rôle central dans le processus d'identification des bénéficiaires du RAMED. Ce processus est entamé dans le cadre de commissions permanentes locales et préfectorales composées des représentants locaux des ministères précités ainsi que l'Entraide Nationale. Le ministère de la Santé est chargé de garantir aux bénéficiaires du RAMED l'accès aux prestations médicales existantes dans les structures publiques de soins. Quant à l'Agence nationale de l'Assurance Maladie, elle est chargée notamment de l'immatriculation des bénéficiaires, la délivrance des cartes et de la perception des montants des contributions financières dues par les personnes reconnues vulnérables.

2. Coût et couverture du programme

Le panier de soins retenu couvre l'ensemble des prestations existantes au niveau des structures publiques de soins et comprend l'hospitalisation, les affections de longues durées y compris les médicaments, les consultations et les analyses radiologiques et biologiques pour un coût prévisionnel pour l'année 2007 s'élevant à 2,6 Milliards de dirhams (hors les coûts des programmes de santé prioritaires (440 MDH), les charges relatives aux ressources humaines (800 MDH) et les frais liés à la gestion administrative et financière du RAMED. Les autres prestations servies au niveau des centres de santé de base demeureront gratuites

❖ Plan de financement initial du RAMED

Pour rappel, conformément à l'article 125 du code de la CMB, le RAMED est financé principalement par l'Etat et les collectivités locales ainsi que par la participation des bénéficiaires sous forme de participation aux frais inhérents aux prestations de soins et d'une contribution partielle annuelle au RAMED.

La contribution partielle annuelle des bénéficiaires en situation de vulnérabilité au titre du RAMED est fixée à 120 DH par personne et par an dans la limite d'un plafond de 600 DH par ménage quelque soit l'effectif des personnes le composant.

La contribution annuelle des communes, constituant une participation à la prise en charge de la gratuité des soins au profit des bénéficiaires en situation de pauvreté est fixée à 40 DH par personne et par an.

❖ Couverture géographique du RAMED

Le RAMED qui est mis en œuvre à titre pilote dans la région de Tadla Azilal à partir d'octobre avant son extension progressive dès 2010 aux autres régions du Royaume par arrêté conjoint des ministres chargés de la Santé, de l'Intérieur et des Finances. Cette extension sera subordonnée notamment à la mise à niveau des structures hospitalières existantes et à la mise en place de la filière de soins dans les régions ciblées par le ministère de la santé ainsi qu'aux possibilités de mobilisation par le budget de l'Etat des financements nécessaires à cet effet.

La population éligible au RAMED s'élève à près de 8,5 millions de personnes (28% de la population marocaine) dont 55 % relève de la catégorie des vulnérables.

❖ Définition des critères d'éligibilité

La procédure d'éligibilité basée sur une approche pragmatique tenant compte des critères ci-après, a été établie à partir de l'analyse des variables issues du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2004 et de l'Enquête Nationale sur la Consommation des Ménages de 2000-2001, qui caractérisent la pauvreté dans le pays.

En milieu urbain, la procédure d'identification repose sur trois critères, à savoir :

- la localisation géographique des postulants tenant compte du taux de pauvreté et de vulnérabilité de la commune de résidence (situation favorable : taux de pauvreté supérieur à 30%);
- le revenu déclaré, y incorporant notamment les transferts, corrigé à travers des

pondérations afférentes au nombre de personnes par pièce, aux éléments de confort et aux moyens de transport (situation favorable : revenu corrigé \leq 15650 DH/ personne par an, un postulant est admis en tant que pauvre absolu si son revenu est inférieur à 3767 DH/ personne/ an) ;

- le score des conditions socioéconomiques compris entre 6 et 14 calculé sur la base de variables liés à l'équipement téléphonique, au nombre de personnes par pièce, au mode d'évacuations des eaux usées, au type de sanitaire ainsi qu'aux modalités de disposition de l'eau et de l'électricité (situation favorable : score \leq 11).

Pour chacun des trois critères, sont définies une situation favorable et une situation défavorable. Dans ce cadre, pour être éligible au RAMED, un ménage doit avoir deux situations favorables sur trois et au maximum une situation défavorable.

En milieu rural, deux critères d'éligibilité sont proposés, à savoir :

- les scores de conditions socioéconomiques calculés sur la base de variables liées à l'équipement téléphonique, en sanitaire et en moyen de transport ;
- le score patrimonial calculé d'après les biens possédés par le ménage et qui constituent des sources de revenus. Ce score est fondé sur la superficie des terres, le cheptel et le matériel agricole.

La prise en compte des deux critères fait ressortir deux situations : une situation favorable (score patrimonial inférieur à 70 sachant que pour être admis en tant que pauvre absolu, un ménage doit disposer d'un score \leq à 28) et deux situations défavorables dont l'une est déduite de la situation précédente (score alpha différent des niveaux 7, 8 et 9 et score patrimonial supérieur à 70). Un ménage est éligible au RAMED, s'il est dans la situation favorable (score patrimonial) et n'est pas dans une situation défavorable (score alpha).

3. Procédé de mise en œuvre

❖ Définition de la procédure d'éligibilité

La procédure d'identification de la population éligible au RAMED commence par le dépôt par le postulant au bénéfice des prestations dudit régime d'une demande de bénéfice auprès de l'autorité administrative locale compétente (caïdat, annexe administrative ou pachalik) à raison du lieu de sa résidence, établie conformément à un modèle défini par arrêté interministériel et accompagné des documents justificatifs. Cette demande de bénéfice est déposée :

- pour les ménages, par un des époux et, en cas d'empêchement ou d'impossibilité, par un des enfants âgé au moins de 18 ans ou, à défaut, par un membre de la famille ;
- pour les personnes vivant seules, par la personne concernée elle-même ou, en cas d'incapacité par suite d'hospitalisation ou d'incapacité physique ou mentale, par un membre de sa famille ou, à défaut, par les soins de l'autorité locale compétente à raison du lieu de sa résidence.

Dès réception du formulaire de la demande et des documents l'accompagnant, l'autorité administrative locale procède à la vérification des documents et éléments d'information fournis et délivre immédiatement au postulant un récépissé portant le numéro et la date de dépôt de la demande. La vérification des documents et éléments d'information a pour objet de s'assurer de la complétude des informations fournies.

L'autorité administrative locale compétente doit tenir un registre spécial dans lequel doivent être consignés les éléments d'information portés sur les récépissés délivrés aux postulants. Elle transmet les formulaires de demande, accompagnés des documents justificatifs, à la commission permanente locale dans un délai maximum de 15 jours.

Cette commission permanente locale, présidée par l'autorité administrative locale compétente et comprenant le Président du Conseil Communal concerné ou son représentant ainsi que les représentants locaux des autorités gouvernementales chargées des Finances, de la Santé et de l'Agriculture et de l'Entraide Nationale, a pour missions notamment de :

- Vérifier l'exhaustivité et de la cohérence des informations contenues dans les dossiers et des documents les accompagnant ;

¹ Seuil officiel de vulnérabilité de 2001 actualisé par la variation de l'indice du coût de la vie entre 2001 et 2006

- Ecarter les demandes des postulants qui bénéficient d'un régime d'assurance maladie obligatoire de base ou de toute autre couverture médicale de base, soit en qualité d'assurés, soit en qualité d'ayants droit,
- Statuer sur les dossiers de demande et d'établir la liste des personnes reconnues éligibles en précisant leurs catégories d'appartenance ainsi que celle des personnes non éligibles au régime d'assistance médicale ;
- Transmettre les deux listes, accompagnées du procès verbal, dûment paraphé et signé par le président et chacun des membres présents, à l'autorité locale aux fins d'affichage et d'envoi à la commission préfectorale ou provinciale.

La commission permanente locale se réunit au moins deux fois par mois et chaque fois que le nombre des demandes l'exige. Elle statue valablement, dans un délai maximum de 30 jours, lorsque le nombre des membres présents est supérieur ou égale à 3. Ce délai peut être prorogé de 30 jours au maximum en cas de complément d'information demandé au postulant ou d'enquête sociale.

Présidée par le Wali ou le Gouverneur territorialement compétent et comprenant le Président de l'assemblée préfectorale ou provinciale ou son représentant ainsi que les représentants à l'échelon de la préfecture ou de la province des autorités gouvernementales chargées des Finances, de la Santé et de l'Agriculture et de l'Entraide Nationale, la commission permanente préfectorale ou provinciale, instituée dans chaque province ou préfecture, se réunit une fois par mois et chaque fois que les circonstances l'exigent afin de :

- Assurer la coordination et le suivi des commissions permanentes locales ;
- Diligenter, en cas de contestation, des enquêtes administratives ou sociales ;
- Statuer, dans un délai maximum de 60 jours, sur les recours présentés contre les décisions des commissions permanentes locales et transmettre ses conclusions à l'autorité locale concernée qui procède à leur affichage et en informe la commission permanente locale intéressée ;
- Etablir, dans un délai maximum de 15 jours, conformément au modèle défini par l'agence nationale de l'assurance maladie, la liste globale définitive des personnes éligibles au régime d'assistance médicale au niveau de la préfecture ou de la province concernée, y compris celles retenues suite à un recours administratif ;
- Adresser la liste globale définitive, accompagnée du procès verbal de réunion, dûment paraphés et signés par le président et chacun des membres présents, au wali ou gouverneur compétent de la préfecture ou de la province.

Pour les personnes admises de droit au bénéfice de la prise totale des frais des prestations de soins, en vertu de l'article 118 de la loi précitée n°65-00, les listes sont établies et dûment signées par le directeur de l'établissement dont relèvent ces personnes. Quant aux personnes sans domicile fixe, la liste est établie par les soins de l'autorité administrative locale compétente dans le ressort de laquelle se trouve la personne concernée.

❖ Octroi de la carte

La durée d'admission au RAMED des personnes reconnues éligibles est fixée à deux ans. Ces personnes sont immatriculées par l'Agence Nationale de l'Assurance Maladie au fichier global des bénéficiaires dudit régime sur la base des listes définitives établies par l'autorité préfectorale ou provinciale concernée.

A l'exception des personnes éligibles de droit audit régime, il est attribué aux personnes reconnues éligibles des cartes délivrées par l'ANAM dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception des listes. Ces cartes d'assistance médicale sont remises aux intéressés par l'autorité administrative locale compétente.

La durée de validité de la carte est de deux ans pour les personnes reconnues en situation de pauvreté et d'un an pour les personnes reconnues en situation de vulnérabilité. Pour cette dernière catégorie, le renouvellement de la carte se fait à l'expiration de la première année de la période d'éligibilité sous réserve du règlement par lesdites personnes du montant de la participation partielle annuelle. Cette carte comporte obligatoirement la photographie du bénéficiaire et du ou des conjoint (es) et indiquer notamment l'identité, ainsi que la catégorie à laquelle il appartient, le numéro de la carte d'identité nationale, les identités du ou des

conjoint (es) et des enfants à charge, l'identifiant attribué au bénéficiaire et à chacun de ses ayants droits et le centre de santé de rattachement.

L'admission des personnes éligibles au RAMED aux établissements publics de santé a lieu au vu de la carte d'assistance médicale, du carnet de santé et du document qui réfère le patient du centre de santé de rattachement, en fonction du médicalement requis par son état de santé, à la structure hospitalière la plus proche dans la filière de soins.

En cas de recours aux soins dispensés par les établissements de soins de santé de base, la présentation de la carte d'assistance médicale n'est pas exigée.

En cas d'hospitalisation en urgence, le patient est pris en charge immédiatement à l'hôpital. Il lui incombe de fournir au cours ou à l'issue de son séjour à l'hôpital, la carte d'assistance médicale ou, à défaut, le récépissé de dépôt de la demande du bénéfice des prestations du RAMED.

4. Mécanisme de contrôle et procédure de plainte

La mise en œuvre du RAMED est pilotée par un comité interministériel, présidé par le Premier Ministre et comprenant les représentants des ministères concernés (Santé, Finances et Intérieur) ainsi que l'Agence Nationale de l'Assurance Maladie.

Pour un accompagnement et un suivi de proximité de la mise en œuvre du RAMED dans sa première phase au niveau de la région Tadla-Azilal, une commission nationale et une commission régionale ont été instituées.

❖ Commission Nationale

Présidée par le ministère de la santé et composée des représentants des ministères concernés (Intérieur, Finances et Agriculture) ainsi que de l'ANAM, la Commission Nationale qui se réunit une fois tous les deux mois, est chargée de :

- la formation et la sensibilisation de l'ensemble des intervenants directs dans le processus de mise en œuvre du RAMED ;
- l'examen et l'évaluation des rapports de la Commission Régionale, et la formulation des recommandations ;
- l'appui à la Commission Régionale et réponse, le cas échéant, aux éventuelles questions posées par ladite commission sur les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre ;
- la proposition des amendements éventuels aux textes et supports sur la base de l'évaluation d'étape de la mise en œuvre en vue de l'extension du régime et la proposition de scénarii pour la généralisation du régime à l'ensemble des régions du Royaume.

La Commission Régionale, présidée par le Wali de la région de Tadla-Azilal et composée du Chef de la Division de l'Action Sociale au niveau de la Wilaya, du Directeur régional du ministère de la Santé ainsi que des représentants des ministères chargés des Finances et de l'Agriculture et de l'ANAM ou son représentant, se réunit une fois par mois et a pour mandat ce qui suit :

- la supervision et l'accompagnement des commissions permanentes provinciales et locales susvisées chargées de l'éligibilité des postulants au bénéfice du RAMED ;
- l'examen et l'évaluation des procès verbaux des commissions permanentes provinciales et locales ;
- la réponse aux questions urgentes des commissions permanentes provinciales ou locales en concertation avec la commission nationale sur les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre ainsi que l'élaboration des rapports assortis de ses observations et suggestions et leur transmission à la commission nationale ;
- l'analyse de la cohérence et la convergence entre les résultats du traitement statistique des dossiers et les décisions des commissions permanentes provinciales.

Quant à l'évaluation de cette expérience pilote, il est prévu qu'elle soit conduite par un bureau d'études spécialisé.

5. Etudes et évaluations des programmes.

Préalablement à la mise en œuvre de ce programme, une étude actuarielle, conduite par un bureau d'études spécialisé, a permis essentiellement :

- l'identification, l'estimation et la projection dynamique de la population éligible au RAMED ainsi que la définition des critères d'éligibilité de ladite population;
- l'évaluation et la projection sur une période de 20 ans du coût de la prise en charge de la population éligible ;
- l'élaboration du plan de financement du RAMED sur la base des contributions de l'Etat et des collectivités locales et de la participation annuelle des bénéficiaires.

V. INITIATIVE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN

1. Cadre juridique et institutionnel

L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), dont le lancement a été annoncé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, dans un discours adressé à la Nation, le 18 mai 2005, a pour objectif de réduire les déficits sociaux en particulier dans les quartiers urbains pauvres et les communes rurales les plus démunies, promouvoir les activités génératrices de revenus stables et d'emplois, apporter de l'aide aux personnes en grande vulnérabilité ou à besoins spécifiques et renforcer la gouvernance et les capacités locales.

L'Initiative nationale pour le développement humain est réalisée selon un nouveau mode de gouvernance basé sur une démarche de planification stratégique intégrée, participative et partenariale. Dans ce cadre, quatre niveaux d'administration du programme sont prévus :

- Niveau central :
 - ✓ Le comité stratégique, présidé par le Premier Ministre et composé des membres du gouvernement et des établissements et organismes publics concernés, est chargé de l'orientation générale du programme, de son suivi et de sa cohésion avec les politiques nationales et sectorielles ;
 - ✓ Le Comité de Pilotage, présidé par le Premier Ministre et composé des ministres chargés de l'Intérieur, des Finances, du Développement Social et du développement territorial, définit le cadrage budgétaire et assure le suivi général de la mise en oeuvre de l'INDH ;
 - ✓ La Coordination Nationale de l'INDH constitue la structure permanente de coordination au niveau national des actions INDH.
- Au niveau régional
 - ✓ Le Comité Régional, présidé par le wali de la région et composé des élus, des services déconcentrés de l'Etat et des représentants des secteurs privé et associatif, a pour rôle d'assurer la cohérence globale des initiatives provinciales de développement humain et la mise en convergence avec les programmes de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales.
- Au niveau provincial
 - ✓ Le Comité Provincial de Développement Humain, présidé par le gouverneur et composé des élus ainsi que des représentants des services déconcentrés de l'Etat, des secteurs privé et associatif, est chargé de la validation et de la mise en œuvre des projets afférents à l'Initiative Locale pour le Développement Humain (ILDH) ;
 - ✓ La Division d'Action Sociale a pour rôle principal d'appuyer et de soutenir les équipes d'animation pour l'élaboration des ILDH et de suivre l'état d'avancement desdites initiatives pour le compte du CPDH.
- Au niveau communal
 - ✓ Le Comité Local de Développement Humain, présidé par le président de la commune et composé d'élus, des autorités locales et des membres d'associations locales, évalue les propositions des porteurs de projets en vue d'établir le programme d'actions des ILDH ;
 - ✓ L'Equipe d'Animation Communale ou de Quartier, composée des fonctionnaires de la commune ou des services déconcentrés et des membres volontaires, se charge

d'organiser le processus participatif d'élaboration de l'ILDH et assiste le CLDH dans l'évaluation des propositions de projets ainsi que dans le suivi de leur mise en œuvre.

2. Coût et couverture du programme

❖ Financement de l'INDH

D'un coût total de 10 milliards de dirhams sur la période 2006-2010, l'INDH est financée à concurrence de 60 % par le budget général de l'Etat, 20 % par les collectivités locales à travers l'affectation d'une partie de leur part dans le produit de la TVA et 20 % par des concours financiers extérieurs sous forme de dons. La répartition des 10 milliards de dirhams sur la période 2006-2010 est la suivante :

	2006	2007	2008	2009	2010	Total	%
Budget Général de l'Etat	1.000	1.100	1.200	1.300	1.400	6.000	60%
Collectivités locales	300	350	400	450	500	2.000	20%
Coopération internationale	200	300	400	500	600	2.000	20%
Total	1.500	1.750	2.000	2.250	2.500	10.000	100 %

❖ Ciblage des communes rurales et des quartiers urbains

L'INDH s'appuie sur 4 programmes prioritaires, à savoir :

- Le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural visant la réduction des déficits sociaux dans 403 communes rurales des plus défavorisées, soit 3,75 millions habitants ;
- Le programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain visant de réduire la pauvreté et l'exclusion sociale dans 264 quartiers urbains, soit 2,5 millions habitants ;
- Le programme de lutte contre la précarité visant la réinsertion familiale des individus marginalisés et extrêmement vulnérables en rehaussant la qualité des prestations des centres spécialisés et créant des capacités supplémentaires d'accueil à 50.000 individus ;
- Le programme transversal destiné à financer des actions à fort impact sur le développement humain à travers des appels à projets et des actions de renforcement des capacités des intervenants dans les projets INDH.

L'identification nominative des communes rurales et des quartiers urbains cibles s'est faite dans un cadre de concertation élargie avec les autorités locales, les élus et la population.

Les communes rurales cibles ont été identifiées parmi les communes dont le taux de pauvreté est supérieur à 30% selon la carte de la pauvreté établie par le Haut Commissariat au Plan.

Quant aux quartiers urbains cibles, ils ont été identifiés sur la base des critères suivants :

- déficit en infrastructures sociales de base ;
- taux d'abandon scolaire élevé ;
- taux de chômage important ;
- présence d'habitat insalubre ;
- pauvreté et faible revenu des populations ;
- taux élevé d'exclusion des femmes et des jeunes ;
- absence d'opportunités de formation et d'insertion.

3. Procédé de mise en œuvre

L'INDH est conçue pour renforcer l'action de l'Etat et des collectivités locales et ne se substitue pas aux programmes sectoriels ou aux Plans de Développement Economiques et Sociaux déjà engagés par le gouvernement et les collectivités locales. Elle repose sur le ciblage des zones et des catégories les plus démunies ainsi que la participation des populations dans le choix des projets et privilégie l'approche contractuelle et le partenariat avec le tissu associatif et les acteurs du développement local et de proximité.

L'INDH offre une capacité de financement additionnelle pour soutenir les actions de développement humain visant la promotion des activités génératrices de revenus, le soutien à l'accès aux équipements et services sociaux de base, le soutien aux actions d'animation sociale, culturelle et sportive et le renforcement de la gouvernance et des capacités locales.

Pour accompagner la mise en œuvre de l'INDH, des manuels de procédures ont été mis en place pour assurer le bon déroulement des projets portant sur les différents volets suivants :

- ✓ la mise en œuvre du programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural et du programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain;
- ✓ la mise en œuvre du programme de lutte contre la précarité;
- ✓ l'Appel à Projets;
- ✓ la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus ;
- ✓ la gestion fiduciaire.

4. Mécanisme de contrôle

Les dépenses afférentes à l'INDH sont effectuées conformément à la réglementation en vigueur en matière de comptabilité publique et de passation des marchés publics moyennant des assouplissements sur les procédures actuelles de contrôle de la dépense publique de façon à garantir le maximum de diligence au traitement des dossiers tout en renforçant le contrôle a posteriori à travers l'organisation d'audits conjoints de l'Inspection Générale des Finances et de l'Inspection Générale de l'Administration Territoriale.

5. Evaluation des programmes

L'Observatoire National pour le Développement Humain, entité autonome placée auprès du Premier Ministre, a été créé dans le but de suivre et d'évaluer la mise en œuvre et l'impact de l'initiative sur les indicateurs de développement humain. Dans ce cadre, ledit observatoire a réalisé une évaluation à mi-parcours en 2008 et prévoit de mener une évaluation d'impact de l'INDH en 2011, à l'issue de la 1^{ère} phase du programme.

VI. PROGRAMME DE LA PROMOTION NATIONALE

1. Cadre juridique et institutionnel

La Promotion Nationale a pour objectif l'amélioration de l'emploi par le développement des méthodes de travail collectif, grâce à des investissements générateurs d'emplois massifs pour la réalisation de travaux d'infrastructure, d'équipement et de mise en valeur dans l'optique de lutter contre le chômage et l'exode rural.

2. Coût et couverture du programme

Dans ce cadre, l'action de la Promotion Nationale, qui revêt un caractère permanent, est matérialisée par cinq programmes mobilisant la force de travail en chômage autour de la réalisation de projets faisant appel aux moyens techniques disponibles localement et susceptibles d'être utilisés par une main d'œuvre sans qualification. Ces programmes sont :

- Le programme « Collectivités locales » destiné à l'emploi dans les services publics de personnel occupant des tâches d'appui ;
- Le programme « Equipement » contribuant à l'amélioration de l'environnement des villes (nettoyage et entretien d'espaces verts) ainsi qu'au développement d'actions visant, particulièrement à assurer aux collectivités un minimum d'équipement et à lutter contre le chômage et le sous-emploi dans le monde rural, tout en essayant de réduire les disparités régionales ;
- Le programme de « développement des Provinces Sahariennes » à travers la réalisation de projets de construction et d'équipement créant ;
- Le programme des priorités sociales qui vise l'amélioration des services d'éducation et de santé de base et le relèvement des indicateurs de développement social des populations des provinces les plus défavorisées (Al Hoceima, Azilal, Al Haouz, Chefchaouen, Chichaoua, Essaouira, El Kelaâ des Sraghna, Ouarzazate, Sidi Kacem, Safi, Taroudant, Taza, Tiznit et Zagora) ;
- Le programme d'« action sociale de proximité » contribuant à la lutte contre la pauvreté et la marginalisation à travers la réalisation de projets intéressant les couches sociales défavorisées (creusement de puits, aménagement des espaces verts...).

La mise en œuvre des programmes ci-après a nécessité, durant la période 2003-2008, la mobilisation des enveloppes budgétaires suivantes :

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de bénéficiaires	43.472	50.543	55.106	55.031	57.659	60.148
Nombre de journées de travail	12.366.450	13.834.795	15.015.477	15.400.439	16.093.068	16.619.363
Crédits (en millions de dirhams)	641,95	714,99	866,44	887,61	1.002,20	1.098,59

VII. ENTRAIDE NATIONALE

1. Cadre juridique et institutionnel

Créée par dahir n° 1-57-099 en 1957, l'Entraide Nationale est le seul établissement public à caractère social qui dispose, à travers 60 délégations, d'un vaste réseau d'institutions couvrant l'ensemble du territoire national (50 % concentré dans les zones périurbaines et rurales) et venant en aide aux populations démunies en milieux rural et périurbain défavorisés.

L'Entraide Nationale a pour principales missions de :

- dispenser l'aide et l'assistance sous toutes formes et contribuer à la promotion familiale et sociale ;
- exercer un contrôle sur les œuvres privées d'assistance et de bienfaisance subventionnées par l'Etat ;
- effectuer la collecte, le stockage, la répartition et la distribution des dons et subventions ;
- participer à la création d'institutions et d'établissements destinés à faciliter l'accès au travail et à l'intégration sociale des orphelins et des handicapés physiques.

L'évolution du nombre des centres et associations subventionnés par l'Entraide Nationale et de l'effectif des bénéficiaires pour la période 2003-2008 est illustrée dans les tableaux ci-après.

❖ Evolution du nombre des centres

Centres	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Centres d'Education et de Formation	670	702	799	905	887	959
Maisons du citoyen	-	-	2	14	27	45
Jardins d'Enfants	217	252	293	332	445	487
Etablissements de Protection Sociale	493	500	597	744	816	844
Centres des Enfants Handicapés	5	5	9	9	19	28
Centres de formation Professionnelle	60	63	85	90	78	79
Total	1445	1522	1785	2 094	2272	2442
Espaces Alphabétisation	551	610	610	675	644	729
Coopératives et Associations des Handicapés	147	147	147	147	150	150

❖ Evolution du nombre des bénéficiaires

Centres	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Centres d'Education et de Formation	45 480	65 196	67 792	73 856	90 399	104 376
Maisons du citoyen			940	7 195	11 541	11 029
Jardins d'Enfants	9 124	10 405	12 536	13 491	17 007	18 865
Institutions de bienfaisance	40 299	46 794	51 595	55 000	58 000	61 487
Centres des Enfants Handicapés	655	858	1 238	1 591	8 260	6 579
Centres de Formation Professionnelle	4 597	4 461	6 076	6 707	5 084	6 539
Total	100 155	127 420	140 757	157 840	190 291	208 875
Espaces Alphabétisation	31 916	40 293	41 556	46 686	32 175	33 841
Coopératives et Associations des Handicapés	4 102	4 102	4 102	4 102	4 731	4 616
Total Général	136 173	171 815	186 415	208 628	227 197	247 332

2. Financement et couverture du programme

❖ Axes d'intervention de l'Entraide Nationale

▸ Programmes destinés à l'Enfance

- L'appui à l'éducation et à la scolarisation des orphelins et enfants issus des familles nécessiteuses à travers le renforcement de l'action du réseau des établissements de protection sociale dédiés à l'appui à la scolarisation et l'éducation des enfants des populations pauvres (maisons d'enfants, foyers d'étudiants, foyers des jeunes filles) ;
- L'éducation préscolaire, à travers l'élargissement du réseau de jardins d'enfants ;
- L'aide à l'insertion et à l'intégration des enfants en situation difficile, à travers la création, en partenariat avec des ONG internationales, de complexes sociaux polyvalents de formation et d'insertion socioprofessionnelle.

▸ Programme de Formation/Insertion des jeunes issus des couches sociales démunies

- La formation professionnelle par apprentissage en partenariat avec le Secrétariat d'Etat chargé de la Formation Professionnelle, l'équipement des centres et la mise à niveau des ressources humaines.
- La formation qualifiante au niveau des centres d'éducation et de formation au profit des femmes et des jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées ainsi que des cours obligatoires d'alphabétisation et d'éducation sanitaire.

▸ Programmes d'assistance, d'accompagnement et d'animation sociale:

- Programmes d'assistance et d'aides au profit de personnes en situation d'extrême précarité, sous forme d'aides en nature composées de denrées alimentaires de base (farine et huile), de vivres, d'effets vestimentaires émanant des saisies et des services de franchises douanières, de médicaments et d'équipements pour handicapés.
- Accueil, écoute, orientation et accompagnement social, à travers la création du réseau des Maisons du citoyen en partenariat avec le Ministère chargé du Développement Social et l'aide à l'épanouissement des jeunes issus des couches sociales démunies par l'organisation annuelle de manifestations sportives et culturelles.

▸ Programme pour personnes âgées

- Construction d'institutions spécialisées pour personnes âgées et encouragement des associations agissant dans ce domaine par l'octroi de subventions annuelles et la mise à disposition de ressources humaines.

▸ Partenariat et Coopération

- Partenariat National : conclusion de plusieurs conventions de partenariat et de coopération avec des collectivités locales, des Etablissements publics, des ONG locales et nationales et le secteur privé à l'effet de les associer dans la réalisation de ses programmes sociaux.
- Coopération internationale : développement de partenariat avec les ambassades des Etats amis ainsi que les organismes du système des Nations Unies pour la réalisation de programmes sociaux au profit des populations défavorisées.

❖ Critères d'éligibilité pour l'octroi des subventions :

Pour pouvoir être éligible au financement de l'Entraide Nationale, tout projet doit remplir simultanément les conditions suivantes :

- ✓ L'association porteuse du projet doit être en situation juridique normale ;
- ✓ L'objet statutaire de l'association doit concorder avec la nature du projet soumis aux contributions financières de l'Entraide Nationale ;
- ✓ Le projet présenté doit avoir un bénéfice prioritaire dans le territoire et s'inscrit dans les domaines d'action de l'Entraide Nationale ;
- ✓ L'association doit justifier l'existence des capacités de la conduite du projet et l'atteinte des objectifs fixés ;
- ✓ La contribution financière de l'Entraide Nationale est indispensable pour la réalisation du projet.

❖ Détermination de la contribution financière de l'Entraide Nationale

- ❖ **Cas des associations des Etablissements de Protection Sociale (EPS):** le montant de la subvention à accorder à ce type d'établissement se base sur les variables suivantes :
 - le nombre de bénéficiaires de l'EPS ;
 - le type de prestation assurée par l'EPS ;
 - la situation financière de l'association ;
 - le lieu d'implantation de l'EPS (un coefficient du lieu d'implantation est pris en considération dans la détermination du montant de la subvention).
- ❖ **Cas des autres associations sociales :** le facteur principal dépend de la nature de la prestation, de l'effectif des bénéficiaires et du lieu d'implantation du projet. Concernant les centres de l'Entraide Nationale gérés par les associations dans le cadre du partenariat (gestion déléguée), un système d'appel à concurrence local permet de sélectionner une association qui gérera le centre pour une durée déterminée.

3. Mécanismes de contrôle

A l'occasion de la conclusion d'une convention de partenariat, un comité mixte comprenant des représentants de l'Etablissement au niveau provincial et ceux de l'association est constitué. Ce dernier a pour mission de s'assurer du respect des engagements mutuels et de l'appréciation globale du projet.

Un programme d'audit confié à des bureaux d'experts comptables est également lancé périodiquement depuis l'année 2005 par l'Entraide Nationale pour apprécier et orienter les relations de partenariat avec les associations.